Employeur, bénéficiez d'aides financières *en prenant un apprenti*

1. Une aide exceptionnelle pour les employeurs d'apprentis

Décret n° 2025-174 du 22 février 2025

A compter du 25 février 2025 et jusqu'au 31 décembre 2025, l'État complète l'aide unique aux employeurs d'apprentis par une aide exceptionnelle aux employeurs d'apprentis dans les conditions suivantes :

L'aide, unique ou exceptionnelle, concerne **uniquement la première année du contrat d'apprentissage**.

- Dans les entreprises de moins de 250 salariés, le montant de l'aide s'élève à **5 000 euros maximum** pour la préparation d'un diplôme jusqu'au **niveau 7** (bac+4)
- Dans les entreprises de 250 salariés et plus, le montant de l'aide s'élève à **2 000 euros maximum** pour la préparation d'un diplôme jusqu'au **niveau 7** (bac+4)
- Quel que soit l'effectif de l'entreprise, ce montant est porté à **6 000 euros maximum** pour les contrats conclus avec une **personne reconnue travailleur handicapé**.

→ [Je consulte](#) l'article complet sur travail-emploi.gouv.fr

2. Une exonération de charges sociales

Cotisations patronales :

- L'exonération spécifique au contrat d'apprentissage est supprimée depuis 2019 au profit d'une extension de la réduction générale (ex réduction Fillon).
- La réduction générale concerne les rémunérations n'excédant pas 1,6 SMIC.

Cotisations salariales :

- Le contrat d'apprentissage reste exonéré des cotisations d'origine légale et conventionnelle, uniquement pour la part de rémunération inférieure ou égale à 79 % du SMIC.
- La fraction au-delà de ce plafond reste assujettie aux cotisations.
- En revanche, le salaire des apprentis reste exonéré de CSG/CRDS en totalité.

Pour plus d'information, rapprochez-vous du service apprentissage de l'OPCO dont dépend votre structure.

3. Des déductions fiscales de la taxe d'apprentissage

Bonus alternants, frais de stage, dons en nature.

4. Une aide spécifique en cas d'embauche d'un apprenti reconnu travailleur handicapé

Les employeurs qui choisissent de recruter un apprenti reconnu travailleur handicapé bénéficient d'aides spécifiques qui sont cumulables avec l'aide unique ou l'aide exceptionnelle.

Pour toutes les entreprises, quel qu'en soit l'effectif le montant maximum de l'aide est de

3 000 € maximum. Elle est proratisée en fonction de la durée du contrat de travail et à compter du 6^e mois.

La demande est à faire auprès de la délégation régionale de l'**Agefiph** (Association pour la gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées). Informations sur www.agefiph.fr.

Le détail des modalités d'attribution de ces aides peut être consulté sur le site de France Compétences.